

Notre avenir

ébranlé

Les investissements des banques actives en Belgique
dans le changement climatique et les 25 plus grandes
banques dans le monde 2004-2014

un rapport de FairFin
basé sur la recherche par Profundo
commandée par Fair Finance Guide International



Notre avenir ébranlé

Les investissements des banques actives en Belgique
dans le changement climatique et les 25 plus grandes
banques dans le monde 2004-2014

Un rapport de FairFin basé sur la recherche internationale

Undermining our future

*A study of banks' investments in selected companies
attributable to fossil fuels and renewable energy*

La présente publication évalue du *Fair Finance Guide International*
Effectuée par Profundo

Auteurs du rapport international

Ward Warmerdam
Alexandra Christopoulou
Anniek Herder
Charissa Bosma
Joeri de Wilde
Michel Riemersma
Jan Willem van Gelder

Auteurs du rapport belge

Frank Vanaerschot
Marjon Meijer

Traduit par

Sarah Weber

Nous tenons à remercier

Aline Fares et Chafik Allal

Avec les contributions de

Victoria Fanggidae, Evert Hassink, Petra Hamers, Soren Henriksen, Jakob König, Yann Louvel, Jesper Stegmann, Alexandre Naulot, Yuki Tanabe, Guilherme Teixeira, Frank Vanaerschot, Gine Zwart





Table des matières

Synthèse	Page 06 et 07
Notre avenir ébranlé	Page 08 et 09
1. Méthodologie	Page 10 - 13
2. Constats principaux pour les 25 plus grandes banques	Page 14 - 17
3. Constats relatifs aux banques en Belgique	Page 18 - 23
4. Recommandations	Page 24 et 25
5. Analyse des institutions financières	Page 26 - 35

Synthèse

Les banques n'arrivent pas à aligner les financements du secteur énergétique et les conclusions de la science climatique.

Les scientifiques s'accordent depuis un certain temps pour l'affirmer : le climat est altéré du fait de l'intervention humaine. Le CO₂ que nous émettons réchauffe la terre. Pour ne pas dépasser 2 degrés de réchauffement, 80 % des réserves de charbon, de pétrole et de gaz doivent rester dans le sol. Voilà pourquoi la transition énergétique constitue un axe crucial de l'approche du changement climatique. C'est la raison pour laquelle cette recherche porte sur les investissements dans les énergies fossiles et renouvelables consentis entre 2004 et 2014 par les 25 plus grosses banques au monde et par 9 banques actives sur le marché belge.

Sur le marché belge, la situation générale rejoint les constats dressés au niveau international. Un fossé important sépare les investissements très élevés dans les énergies fossiles des investissements tristement bas dans les énergies renouvelables. Dans les 25 plus grosses banques, on observe une faible hausse des investissements dans les énergies renouvelables qui s'avère insuffisante pour compenser la légère augmentation dans les énergies fossiles. Les résultats belges témoignent également d'une baisse limitée des investissements dans les énergies fossiles réduite à néant par une réduction plus importante des investissements dans les énergies renouvelables.

BNP Paribas, Deutsche Bank et ING

Les résultats belges sont en grandes partie déterminés par les trois grands groupes bancaires internationaux BNP Paribas, Deutsche Bank et ING, aussi repris dans le top 25. Cette situation découle logiquement du fait qu'une partie importante du marché belge est constituée de groupes financiers dont les centres décisionnels sont situés à l'étranger. La comparaison des montants investis par ces trois banques dans les énergies fossiles d'une part et les énergies renouvelables d'autre part montre que 90 % des investissements vont dans les énergies fossiles contre à peine 10 % dans les énergies renouvelables. Ceci est souvent en contradiction flagrante avec l'engagement autoproclamé des banques en faveur de la lutte contre le changement climatique. À cet égard, c'est BNP Paribas qui remporte la palme : la banque est sponsor du sommet sur le climat à Paris alors qu'elle occupe la première place du classement belge (la cinquième internationale) des financements les plus élevés au profit des énergies fossiles.

KBC, Belfius, Argenta, Van Lanschot, VDK Spaarbank et Triodos

On retrouve dans cette liste les grandes banques belges

KBC et Belfius. Leurs résultats présentent certaines autres caractéristiques. Chez KBC, on constate que la part des énergies renouvelables progresse fortement, même si le financement des énergies fossiles continue globalement de l'emporter sur le financement des énergies renouvelables. Chez Belfius, c'est l'inverse. Depuis 2004, Belfius soutenait beaucoup plus les énergies renouvelables que les énergies fossiles mais ces dernières années, cette tendance s'est inversée et le financement des énergies fossiles a fortement augmenté alors que le financement des énergies renouvelables a considérablement chuté. Parmi les petites banques, Triodos enregistre de bons résultats : elle ne finance que les énergies renouvelables. Chez Argenta, Van Lanschot et VDK, on a uniquement retrouvé des investissements au travers de participations financières. Les trois banques ont investi davantage dans les énergies fossiles que dans les énergies renouvelables. Chez Argenta, on constate une baisse des investissements dans les énergies fossiles, chez Van Lanschot une hausse importante et chez VDK une légère augmentation.

Les autorités doivent prendre leur responsabilité

Cette étude met en lumière une situation problématique

qu'il convient de rectifier de toute urgence. La communication des banques sur leur préoccupation quant au changement climatique reste très éloignée de leurs actes. Une politique ambitieuse et transparente pour mettre le cap vers la transition énergétique – en se retirant des énergies fossiles et en renforçant les énergies renouvelables – est essentielle mais insuffisante. Étant donné la difficulté d'aligner les financements du secteur énergétique et la science climatique, il incombe aux autorités de prendre leur responsabilité et d'intervenir pour déterminer le cadre dans lequel la politique d'investissement des banques peut exister. Dans un avenir proche, il est donc important de démanteler le financement des énergies fossiles, à commencer par le charbon, et de faire décoller le financement des énergies renouvelables. L'intervention des autorités est aussi souhaitable au niveau européen car près de la moitié des banques du top 25 est établie dans des États-membre européens. Outre l'aspect réglementaire, les autorités doivent aussi directement donner l'exemple. Dans le cas de Belfius, l'État belge est l'unique actionnaire et les autorités détiennent par ailleurs 10 % des actions du groupe français BNP Paribas au sein duquel elles mandatent deux membres du conseil d'administration.

Notre avenir ébranlé

Les scientifiques s'accordent depuis un certain temps pour l'affirmer: le climat est altéré du fait de l'intervention humaine.

Les investissements des banques actives en Belgique dans le changement climatique

Le CO₂ que nous émettons réchauffe la terre. Cette situation a d'ores et déjà un impact négatif sur l'environnement dans lequel nous vivons : les populations sont confrontées à des inondations, des sécheresses, des vagues de chaleur et d'autres menaces pour la production alimentaire. Si nous ne maintenons pas ce réchauffement sous la limite de deux degrés, nous serons confrontés à de sérieuses pénuries d'eau et à une sous-alimentation encore plus importante d'ici le milieu du siècle.

La majeure partie des émissions de CO₂ découle de la combustion de matières fossiles. Pour ne pas dépasser les 2 degrés de réchauffement, 80 % des réserves de charbon, de pétrole et de gaz doivent rester dans le sol. Il est donc absolument essentiel d'amorcer une transition rapide vers les énergies renouvelables.

Le changement climatique occupe une place de choix dans l'agenda politique. Chaque année, une conférence sur le climat est organisée par l'ONU. Cette année, la COP21 se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre. Un accord climatique doit y être élaboré pour faire suite au protocole de Kyoto. Il s'agit d'un accord d'importance vitale pour l'avenir de la planète.

Les investissements d'aujourd'hui déterminent le monde de demain

Mais les gouvernements ne sont pas les seuls à jouer un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique. Au travers de leurs investissements, les institutions financières déterminent en grande partie quels projets seront réalisés et lesquels ne le seront pas. Quand les banques choisissent d'investir massivement dans les énergies solaire et éolienne ainsi que dans l'innovation dans ce secteur, elles actionnent un levier fantastique pour la transition vers de nouvelles formes d'énergie.

Mais le font-elles ? Les banques investissent-elles dans la lutte contre le changement climatique ou contribuent-elles justement au réchauffement de la terre au travers de leurs investissements ? C'est à cette question que cette étude ambitionne de répondre.

Nous avons enquêté sur les investissements octroyés d'une part aux entreprises qui exploitent des matières fossiles (charbon, pétrole et gaz) et produisent de l'électricité au moyen de combustibles fossiles et d'autre part aux entreprises et projets qui produisent ou exploitent des installations de production d'énergies renouvelables (éolienne, solaire et géothermique). Nous nous sommes penchés sur les investissements des 25 plus grandes institutions financières au monde et ceux de 9 banques actives en Belgique (ING, BNP Paribas et Deutsche Bank relèvent de ces deux groupes) au cours de la période de 2004 à 2014. Nous avons distingué les investissements octroyés au travers d'emprunts et de l'émission d'actions et d'obligations, ainsi que les investissements réalisés au travers de prises de participations. Pour constater

l'évolution des politiques d'investissement dans le temps, nous avons souvent comparé la première et la seconde moitié de la période de recherche. Cette étude belge fait partie d'une recherche internationale intitulée 'Undermining Our Future'.

Cette étude constitue une initiative de Fair Finance Guide International (FFGI), dont les coalitions sont présentes au Japon, en Indonésie, en France, au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas, au Brésil et en Belgique. En plus de l'enquête 'Scan des banques' comparant les banques dans huit domaines sociétaux, FFGI publie aussi chaque année une étude conjointe.

1. Méthodologie

Nous présentons ici une synthèse de la méthodologie utilisée. La version complète de cette méthodologie peut être consultée dans la version internationale du rapport.

La présente publication évalue si les institutions financières sélectionnées dans le cadre du *Fair Finance Guide International* et 19 autres institutions financières internationales importantes ont investi davantage dans les énergies renouvelables ou dans les énergies fossiles. Ces 19 institutions financières ont été rajoutées afin d'englober dans la recherche les 25 plus grosses banques au monde (sur la base de l'ensemble de leurs actifs). Les banques sélectionnées en Belgique sont : Argenta, Belfius, BNP Paribas, Deutsche Bank, ING, KBC, Triodos, Van Lanschot et VDK spaarbank. BNP Paribas, Deutsche Bank et ING font partie des 25 plus grandes banques dans le monde.

Liste des 25 banques:

1. Agricultural Bank of China
2. Bank of America
3. Bank of China
4. Bank of Communications
5. Barclays
6. BNP Paribas
7. China Construction Bank
8. Citigroup
9. Crédit Agricole
10. Credit Suisse
11. Deutsche Bank
12. HSBC
13. ICBC
14. ING Group
15. JPMorgan Chase
16. Lloyds Banking Group
17. Mitsubishi UFJ Financial
18. Mizuho Financial
19. Royal Bank of Scotland
20. Santander
21. Société Générale
22. Sumitomo Mitsui Financial
23. UBS
24. UniCredit
25. Wells Fargo

Secteurs sélectionnés

Les sources d'énergie ne relevant pas de la catégorie des combustibles fossiles ont été prises en considération au titre d'investissements envisagés comme positifs pour atténuer le changement climatique. Cependant, tous ces secteurs n'ont pas forcément été inclus dans l'étude. Ce choix a découlé du fait que la source d'énergie en question peut ou non constituer une alternative viable aux sources d'énergie fossiles dans les secteurs de la production d'électricité et du transport. Les critères d'évaluation ont englobé l'impact social et les émissions de la source d'énergie alternative. Les alternatives ainsi identifiées pour leur impact environnemental et social bas, leurs émissions réduites et les sources d'énergie renouvelables ont été incluses dans cette étude.

Cette recherche se concentre sur les secteurs générant jusqu'à 65 % des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine énergétique et plus de 53% des émissions totales de gaz à effet de serre.

Les secteurs suivants ont ainsi été sélectionnés:

Production d'électricité, pétrole et gaz, extraction de charbon, fabrication de panneaux solaires, fabrication d'éoliennes, fabrication d'équipements géothermiques, projets d'énergie renouvelable (solaire, éolienne et géothermique).

Les secteurs suivants ont été exclus de la recherche:

Bioénergie (biocarburants et biomasse), énergie hydraulique, énergie nucléaire, énergie marémotrice.

Au total, 178 entreprises ont été sélectionnées ; 540 projets portant sur les énergies renouvelables ont aussi été examinés. Pour plus d'informations sur la sélection des entreprises et des formes d'énergie, consultez le détail de la méthodologie tel que présenté dans le rapport international.

Distinction entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables au sein de ces entreprises

Les entreprises sélectionnées présentent souvent des activités dans plus d'un secteur. Des entreprises de production d'électricité, par exemple, peuvent être actives dans l'extraction de charbon et dans d'autres secteurs. Plusieurs entreprises pétrolières et gazières s'engagent également dans les énergies renouvelables. Les entreprises minières recherchent d'autres minerais en plus du charbon.

Pour prendre ces éléments en compte, la proportion des activités des entreprises dans chacun des secteurs pertinents a été calculée sur une base annuelle pour la période de 2004 à 2014. Par exemple, si une compagnie pétrolière a bénéficié d'un emprunt d'une banque en 2004 pour un montant de 100 millions de dollars, tandis que 98 % des actifs de cette compagnie pétrolière relevaient du secteur pétrolier et 2 % d'autres secteurs non pertinents dans le cadre de cette étude, alors 98 millions de dollars ont été considérés comme un investissement de l'institution financière en question dans les énergies fossiles. Si, autre exemple, une compagnie pétrolière disposait également d'actifs dans le secteur éolien, l'emprunt a aussi été attribué aux énergies renouvelables. Imaginons donc que la compagnie pétrolière a obtenu un emprunt de la banque représentant 100 millions de dollars en 2014. Si à ce moment, 95 % des actifs de ladite compagnie pétrolière relevaient du secteur pétrolier, 3 % de l'éolien et 2 % de secteurs non pertinents, alors 95 millions de dollars ont été attribués aux énergies fossiles, 3 millions de dollars aux énergies renouvelables et 2 millions de dollars n'ont pas été inclus dans l'analyse.

Quand des financements affectés à des projets particuliers ont pu être identifiés, cette étude a recherché l'objectif du projet ainsi financé pour déterminer s'il relevait ou non du champ de recherche et de quelle catégorie, c'est à dire des énergies renouvelables ou fossiles. Si, par exemple, une compagnie active dans les secteurs du gaz et du pétrole bénéficiait d'un

financement pour un projet de parc éolien, alors la somme était comptabilisée dans les énergies renouvelables.

Cette étude fournit les renseignements les plus exhaustifs et récents disponibles sur le financement des énergies renouvelables et fossiles, ainsi que sur les tendances les concernant au sein des institutions financières sélectionnées. Cependant, étant donné la sélection des entreprises et l'indisponibilité de données détaillées sur les relations entre les institutions financières et leurs clients, en particulier concernant les financements bilatéraux, les niveaux de financement réels liés aux énergies fossiles et renouvelables sont forcément plus élevés que les chiffres présentés dans cette étude.

Formes de financement

Cette étude envisage trois catégories de financements ou d'investissements dans les entreprises et les projets : diverses formes d'emprunts octroyés aux entreprises et aux projets, l'émission d'actions et d'obligations pour le compte des entreprises, et la participation à l'actionnariat de ces entreprises au travers de la gestion de fonds d'investissements.

Pour garantir la qualité de cette étude, la méthodologie et les données collectées ont été transmises pour vérification aux institutions financières.

Classements

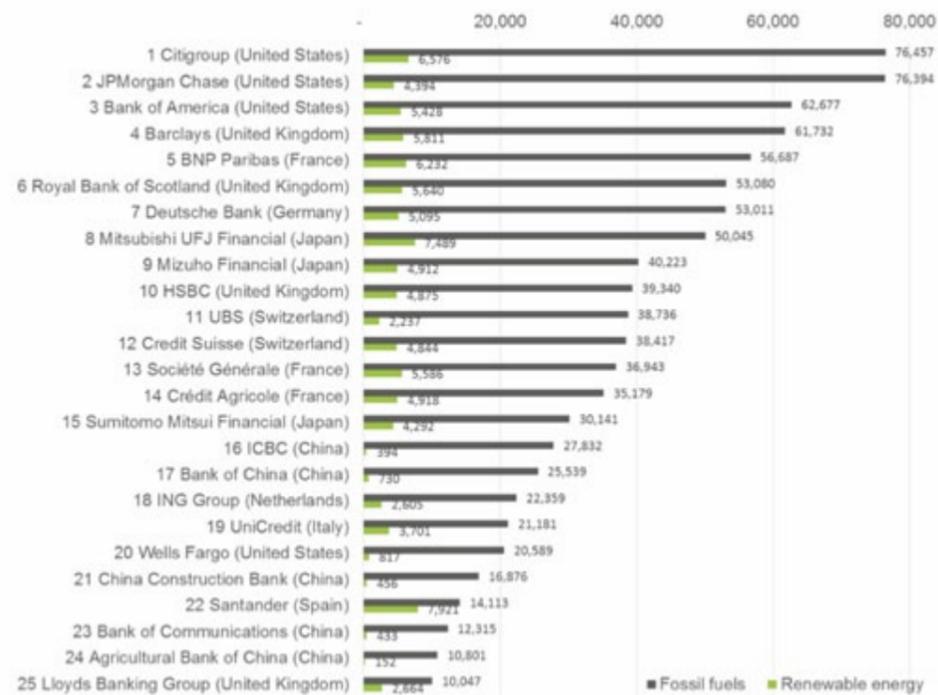
Ce rapport compile deux classements. Un classement au niveau international et un classement au niveau national. Il comptabilise les financements octroyés au travers d'emprunts et d'émission d'obligations et d'actions ; il ne comptabilise pas les participations à l'actionnariat des entreprises.

La période de recherche utilisée pour les classements ne coïncide pas avec celle du reste de l'étude. La recherche concerne généralement la période de 2004 à 2014 mais les classements ayant trait aux financements et aux investissements totaux dans les énergies fossiles portent uniquement sur la deuxième moitié du période de l'étude.



**2.
Constats princi-
paux pour les
25 plus grandes
banques**

Classement : Les principaux bailleurs de fonds des énergies fossiles (Emprunts octroyés et émissions d'obligations et d'actions réalisées entre 2009 et 2014, en millions de dollars).



Au travers d'emprunts et de l'émission d'actions et d'obligations

Au total, cette étude a identifié 14.164 transactions réalisées par les 25 plus grandes institutions financières. Depuis 2004, un an avant l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto, les 25 plus grosses banques commerciales ont investi au moins 1.854 milliards de dollars dans les principales entreprises du secteur des énergies fossiles contre 171 milliards de dollars dans les énergies renouvelables. Ces chiffres prennent uniquement en compte les emprunts octroyés et les émissions de titres réalisés pour le compte d'entreprises sélectionnées et de projets liés aux énergies renouvelables.

Le financement des énergies renouvelables est passé de 73 milliards de dollars pendant la première moitié de la période de 2004 à 2014 à 98 milliards de dollars au cours de la seconde moitié. Ces chiffres contrastent cependant avec la valeur totale des financements accordés au secteur des énergies fossiles, passée de 923 à 931 milliards de dollars.

Ce classement identifie les principaux bailleurs de fonds des entreprises sélectionnées dans le secteur des énergies fossiles au cours de la deuxième moitié de la période de recherche (de 2009 à 2014). Les trois premières places sont occupées par des institutions financières des États-Unis. Citigroup et JPMorgan Chase ont chacune fourni plus de 75 milliards de dollars aux entreprises relevant du secteur des énergies fossiles. Dans le même temps, elles ont seulement accordé des emprunts et réalisé des émissions de titres à hauteur de 5 milliards de dollars aux entreprises du secteur des énergies renouvelables.

Treize des banques du top 25 sont toutefois européennes et onze d'entre elles proviennent d'États membres de l'Union européenne. Le financement du changement climatique repose donc pour moitié sur les épaules de l'Europe.

La différence marquée entre les financements des énergies fossiles et renouvelables est un point commun à l'écrasante majorité des institutions financières de ce top 25. Aucune d'entre elles n'a accordé plus de 8 milliards de dollars d'emprunts et réalisé d'émissions pour le compte d'entreprises du domaine des énergies renouvelables au cours de la

période de 2009 à 2014. Toutes les institutions financières du top 25 ont cependant octroyé plus de 10 milliards sous la forme d'emprunts et d'émissions de titres aux entreprises sélectionnées dans les énergies fossiles. En fait, 16 d'entre elles leur ont ainsi octroyé plus de 25 milliards de dollars et 8 plus de 50 milliards de dollars.

Au travers de participations

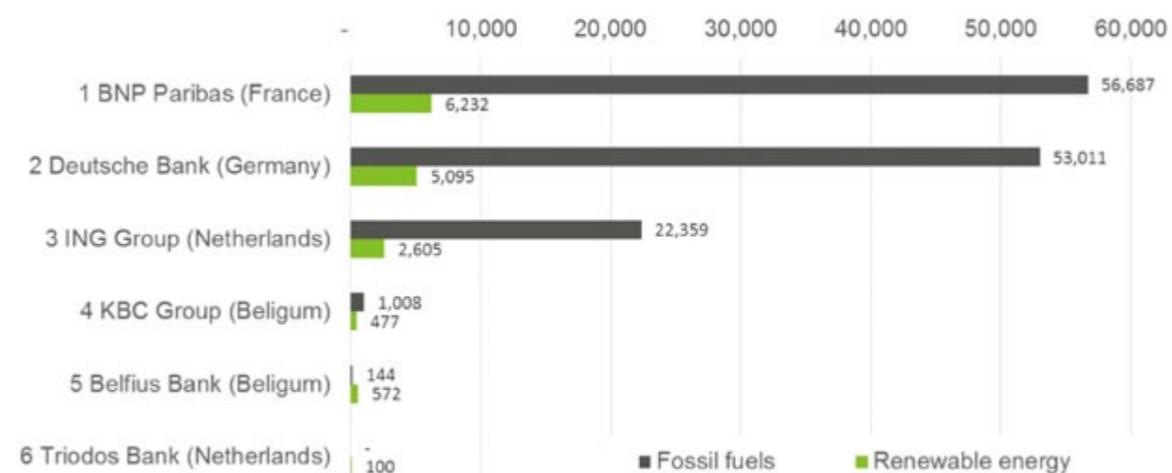
En termes d'investissement dans l'actionnariat des entreprises sélectionnées, les institutions financières du top 25 ont investi annuellement pas moins de 103 milliards de dollars en moyenne dans les entreprises du secteur des énergies fossiles. Ce chiffre est à comparer à l'investissement annuel moyen de 4 milliards de dollars dans les entreprises du secteur des énergies renouvelables.

L'écart entre les prises de participation dans les entreprises du secteur des énergies fossiles et celles du secteur des énergies renouvelables est choquant au sein des 25 institutions financières. La moyenne annuelle des investissements dans les énergies renouvelables dépasse 1 milliard de dollars pour l'une d'entre elles uniquement, Mitsubishi UFJ Financial. La seule autre institution financière dont la moyenne annuelle dépasse 0,5 milliard est la Deutsche Bank.

The image shows several high-voltage power line towers (pylons) silhouetted against a warm, orange-hued sky, likely during sunset or sunrise. The towers are constructed from a complex lattice of metal beams. Power lines are strung between the towers, with insulators visible at the attachment points. In the foreground, the dark silhouettes of trees are visible, partially obscuring the lower parts of the towers. A white rectangular box is overlaid on the left side of the image, containing the text.

3. Constats relatifs aux banques en Belgique

Classement : Les principaux bailleurs de fonds des énergies fossiles (Emprunts octroyés et émissions d'obligations et d'actions réalisées entre 2009 et 2014, en millions de dollars).



Au travers d'emprunts et de l'émission d'obligations et d'actions

Entre 2004 et 2014, les banques établies en Belgique ont financé les énergies fossiles au travers d'emprunts et de l'émission d'obligations et d'actions pour un montant de 267,9 milliards de dollars, dont 134,7 milliards dans la première période de recherche (2004-2009), et 133,2 milliards de dollars dans la deuxième période (2009-2014).

Sur la même période, ces mêmes banques ont financé les énergies renouvelables au travers d'emprunts et de l'émission d'obligations et d'actions pour un montant de 34,9 milliards de dollars, dont 19,9 milliards dans la première période de recherche (2004-2009), et 15,1 milliards de dollars dans la deuxième période (2009-2014). La baisse limitée des investissements dans les énergies fossiles est réduite à néant par une réduction plus importante des investissements dans les énergies renouvelables.

Le classement identifie les principaux bailleurs de fonds des énergies fossiles au travers d'emprunts et de l'émission d'obligations et d'actions de 2009 à 2014. En se concentrant sur les cinq dernières années, on obtient une image plus actuelle de la situation. Les trois premières marches du classement sont occupées par de grandes institutions financières étrangères. Au classement international, BNP Paribas arrive cinquième, la Deutsche Bank septième et ING dix-huitième. Entre 2009 et 2014, BNP Paribas et la Deutsche Bank ont chacune fourni plus de 50 milliards de dollars aux entreprises sélectionnées dans le domaine des énergies fossiles. Dans le même temps, elles ont seulement investi entre 5 et 6 milliards de dollars dans des emprunts et des souscriptions aux entreprises sélectionnées dans le secteur des énergies renouvelables.

Ce fossé entre le financement des énergies fossiles et des énergies renouvelables est commun aux institutions financières occupant les trois premières places du classement. Dans le cas des banques plus petites, cet écart est moins prononcé. Entre 2009 et 2014, la banque Belfius a même accordé davantage de financements (emprunts et émission de titres) aux entreprises sélectionnées dans le secteur des énergies renouvelables que dans le domaine des énergies fossiles. La banque Triodos est la seule banque à financer exclusivement les énergies renouvelables et à n'accorder aucun financement aux énergies fossiles. Aucun emprunt ou aucune émission d'obligations ou d'actions en faveur d'entreprises du secteur des énergies renouvelables / fossiles n'a été retrouvé chez Argenta, Van Lanschot et VDK.

Tableau: Les emprunts et les émissions d'obligations et d'actions dans les énergies fossiles et les énergies renouvelables (en millions de dollars, 2009-2014)

Institution financière	Pays	Energies fossiles	Energies renouvelables	Proportion énergies fossiles*	Changement dans la proportion énergies fossiles**
BNP Paribas	France	56,687	6,232	90%	1%
Deutsche Bank	Allemagne	53,011	5,095	91%	4%
ING Groep	Pays-Bas	22,359	2,605	90%	4%
KBC Groep	Belgique	1,008	477	68%	-7%
Belfius Bank	Belgique	144	572	20%	11%
Triodos Bank	Pays-Bas	-	100	0%	0%
Totale		133,210	15,082	90%	3%

*La proportion des énergies fossiles dans l'ensemble des emprunts et des émissions d'actions et d'obligations en faveur des entreprises des secteurs des énergies fossiles et renouvelables.

**Ce pourcentage indique l'évolution de la proportion des énergies fossiles dans l'ensemble des emprunts et des émissions d'actions et d'obligations en faveur des entreprises des secteurs des énergies fossiles et renouvelables entre la première moitié de la période de recherche (de 2004 à 2009) et la seconde moitié (de 2009 à 2014). Un pourcentage négatif indique une baisse dans la part des financements consacrée aux énergies fossiles. Un pourcentage positif signale une hausse de la part des énergies fossiles par rapport à l'ensemble de leurs emprunts et souscriptions liés aux entreprises sélectionnées dans les énergies fossiles et renouvelables.

Ce tableau permet de mieux comprendre le classement. Chez les trois premiers bailleurs de fonds des énergies fossiles, les emprunts et les émissions d'obligations et d'actions dans ce domaine représentent 90 % des financements (sans prendre en compte les autres sources d'énergie utilisées par les entreprises sélectionnées mais non reprises dans cette recherche). KBC enregistre des chiffres un peu plus positifs avec 68% des financements au profit des énergies fossiles mais ce sont Belfius et surtout Triodos qui se distinguent avec un rapport favorisant les énergies renouvelables. Chez Belfius, il convient de préciser que ces résultats positifs découlent de financements dans les énergies renouvelables antérieurs à 2012.

Le tableau montre également comment cette proportion a évolué entre la première et la seconde période de recherche. Seule KBC réduit la part des énergies fossiles et Triodos n'a jamais accordé d'emprunt ou émis des obligations ou des actions en faveur des énergies fossiles. Le reste des banques a augmenté la part des énergies fossiles. Belfius, où cette proportion reste cependant positive, a enregistré la hausse la plus importante (11%) au niveau du rapport entre énergies fossiles et renouvelables. Le Scan des banques démontre que la politique de Belfius en termes de durabilité n'est pas bien conçue, ce qui pourrait expliquer cette augmentation. Cela serait déplorable car les faits ont démontré que Belfius est capable de mieux. De plus, cette augmentation concerne la période où Belfius s'est retrouvée aux mains de l'état. Visiblement, ce dernier n'a pas veillé à la durabilité de son portefeuille énergétique, alors que sa position lui offrait une opportunité exceptionnelle d'orienter cette politique d'investissement.

Au travers de la gestion d'actifs

Entre 2004 et 2014, les investissements annuels moyens dans les énergies fossiles réalisés par les banques établies en Belgique au travers de leurs activités de gestion d'actifs étaient de 19,3 milliards de dollars, dont 1,5 milliard d'investissements annuels moyen dans la première période et 17,8 milliards de dollars dans la deuxième période.

Entre 2004 et 2014, les investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables réalisés par les banques établies en Belgique au travers de leurs activités de gestion d'actifs étaient de 978 millions de dollars, dont 66 millions de dollars d'investissements annuels moyen dans la première période et 912 millions de dollars dans la deuxième période.

Tableau: Investissements au travers de la gestions d'actions (en millions de dollars, 2009-2014)

Institutions financières	Pays	Energies fossiles	Energies re-nouvelables	Proportion énergies fossiles*	Changement dans la proportion énergies fossiles**
Deutsche Bank	Allemagne	10,756	576	95%	-1%
BNP Paribas	France	5,625	261	96%	1%
KBC Groep	Belgique	1,192	55	96%	2%
F. van Lanschot Bankiers	Pays-Bas	171	0	100%	14%
ING Groep	Pays-Bas	30	0	100%	0%
Argenta	Belgique	24	1	94%	-2%
VDK Spaarbank	Belgique	1	0	99%	-1%
Triodos Bank	Pays-Bas	0	18	0%	n/a
Totale		17,798	912	95%	0%

* La proportion des énergies fossiles dans l'ensemble de l'investissement dans les actifs des entreprises des secteurs des énergies fossiles et renouvelables.

** Ce pourcentage indique l'évolution de la proportion des énergies fossiles dans l'ensemble de l'investissement dans les actifs des entreprises des secteurs des énergies fossiles et renouvelables entre la première moitié de la période de recherche (de 2004 à 2009) et la seconde moitié (de 2009 à 2014). Un pourcentage négatif indique une baisse dans la part des investissements consacrée aux énergies fossiles. Un pourcentage positif signale une hausse de la part des énergies fossiles par rapport à l'ensemble de leurs investissements dans les actifs des entreprises sélectionnées dans les énergies fossiles et renouvelables.

Le rapport entre les investissements au travers la gestion d'actions dans les énergies fossiles et les énergies renouvelables (sans prendre en compte les autres sources d'énergie utilisées par les entreprises sélectionnées mais non reprises dans cette recherche) est tellement négatif que chez 7 des 8 banques la proportion d'investissements dans les énergies fossiles est entre 94% et 100%. La différence entre investissements dans les énergies fossiles et énergies renouvelables est donc énorme. Seulement Triodos n'as pas fait des investissements au travers la gestion d'actions.

L'évolution de ces proportions est généralement marginale entre la première et la deuxième période de recherche, tant à la hausse qu'à la baisse. Seule Van Lanschot a connu une augmentation significative des investissements dans les énergies fossiles (+14%).

4. Recommandations

Pour atteindre l'objectif d'un réchauffement climatique mondial ne dépassant pas 2°C, les institutions financières devraient réduire leur exposition et finalement se retirer du secteur des énergies fossiles, à commencer par le charbon. Pour arriver à cet objectif, les banques et les gouvernements sont appelées à mettre en œuvre les recommandations suivantes.



Aux banques: *augmenter et réduire, calculer et révéler, publier et s'engager*

- **Augmenter** le financement des sources d'énergie renouvelables à une plus grande échelle qu'aujourd'hui et :
- **Réduire** et se retirer du financement des énergies fossiles, à commencer par le charbon. La poursuite de l'augmentation du financement accordé aux énergies fossiles mine tout progrès réalisé du côté du financement des énergies renouvelables.
- **Calculer et révéler** les émissions financées sous forme d'emprunts et d'investissements.
- **Publier** les montants globaux et détaillés des financements accordés au secteur énergétique par type d'énergie ainsi que des appuis (financements directs ou indirects, investissements, émissions d'actions et d'obligations et autres services de conseil financier, etc.) et
- **S'engager** à se retirer des financements et investissements dans le domaine des énergies fossiles, qu'il s'agisse de financements directs ou indirects, à commencer par le charbon.

Aux gouvernements

- **Adopter** une législation permettant d'évaluer, de calculer et de publier annuellement les émissions des gaz à effet de serre des institutions financières et des entreprises.
- **Adopter** des objectifs, des politiques et des lois en vue de réduire le financement de ces émissions en accord avec les objectifs et scénarios internationaux liés au changement climatique.
- **Adopter** des politiques et des lois s'appliquant aux institutions financières pour réduire et démanteler leurs financements en faveur des énergies fossiles, à commencer par le charbon.

5. Analyse des institutions financières

Cette partie de l'étude comprend une analyse des investissements dans les énergies fossiles et durables par les banques établies en Belgique. Les banques sont classées par ordre alphabétique de leur nom.



1.1.1 Argenta

La banque Argenta, holding du groupe Argenta, est la cinquième plus grande institution financière en Belgique. Son activité principale consiste à proposer des produits d'épargne, d'investissement, d'emprunt et d'assurance. Aucun investissement par le biais d'emprunts ou d'émissions d'actions et d'obligations de la part d'Argenta n'a été trouvé parmi les entreprises sélectionnées.

Entre 2004 et 2014, Argenta a investi 30 millions de dollars à travers l'achat d'actions dans les énergies fossiles et 1 million de dollars dans les énergies renouvelables.

• Participations

Les investissements annuels moyens d'Argenta dans les énergies renouvelables des entreprises sélectionnées ont baissé de 6 % au cours de la deuxième moitié de la période étudiée. Cependant, les investissements annuels moyens dans les énergies fossiles ont quant à eux diminué de 31%. Par rapport au total des investissements annuels moyens, la part des participations dans les énergies renouvelables a progressé de 1 %, alors que celle des investissements imputables aux énergies fossiles a régressé de 2 %. Les investissements d'Argenta dans les énergies fossiles ont généralement suivi les fluctuations de la capitalisation boursière moyenne des entreprises sélectionnées. Depuis 2011, on observe une chute des participations d'Argenta dans le domaine des énergies fossiles.

Les investissements d'Argenta dans les énergies renouvelables ont augmenté pendant la crise économique avant d'amorcer un déclin en 2011. Ils ont ensuite repris en 2014.

Argenta nous a indiqué s'être désengagée de plusieurs entreprises liées aux énergies fossiles. Les participations d'Argenta reflètent également cette affirmation. Les informations fournies n'étaient cependant pas assez détaillées pour être intégrées dans les données présentées.

1.1.2 Belfius Bank

Un élément important doit être pris en compte lorsque l'on traite les chiffres de Belfius. Belfius émane de l'ancienne institution Dexia. Dexia a dû être sauvée à deux reprises par les contribuables au cours de la crise financière : d'abord en 2008 puis en 2011. À l'occasion du second sauvetage, la partie saine des activités belges a été séparée du Holding Dexia pour constituer la nouvelle banque Belfius à partir du 1er mars 2012. Cette banque est entièrement aux mains de l'Etat. Ces événements se sont déroulés au cours de la période de recherche. Concernant Belfius, nous envisageons donc les financements octroyés par Belfius même depuis 2012 mais aussi ceux accordés avant 2012 par le groupe Dexia qui ont été repris au bilan de Belfius depuis le passage de Dexia à Belfius. Les financements octroyés par Dexia antérieurement au 1er mars 2012 et non repris dans le bilan de Belfius n'entrent donc pas en ligne de compte. Cette recherche sur Belfius ne comprend par conséquent aucune donnée sur la gestion des actions, puisque l'ancien gestionnaire de placements Dexia Asset Management a été vendu en février 2014 à la firme américaine New York Life Investments et se nomme désormais Candriam. Le gestionnaire de patrimoine Candriam a néanmoins fait l'objet d'autres études de FairFin parce qu'il continue de fournir les fonds d'investissement que Belfius propose à ses clients. La méthodologie de cette étude inclut uniquement les gestionnaires de patrimoine relevant directement du groupe ou les fonds dont le groupe est propriétaire.

Entre 2004 et 2014, les financements de Belfius liés aux énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions s'élevaient à 284 millions de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables représentaient 2 milliards de dollars. Dans la deuxième moitié de la période étudiée, les financements de Belfius liés aux énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions s'élevaient à 144 millions de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables représentaient 572 millions de dollars.

Les évolutions observées au niveau des emprunts et des émissions d'obligations ou d'actions liés aux énergies renouvelables et fossiles entre 2004 et 2014 montrent que la banque Belfius a réduit de 60% ses emprunts et souscriptions dans les énergies

renouvelables. Au cours de la même période, Belfius Banque a renforcé de 4% ses emprunts et émissions d'obligations et d'actions dans les énergies fossiles.

• Emprunts

Belfius Banque a diminué de 59 % ses emprunts aux entreprises sélectionnées dans le secteur des énergies renouvelables. Au cours de la même période, elle a réduit de 51 % ses emprunts liés aux énergies fossiles. Entre 2004 et 2014, les emprunts de la banque Belfius aux entreprises sélectionnées montrent qu'en général et tout au long de la période étudiée Belfius a concédé davantage d'emprunts au secteur des énergies renouvelables qu'à celui des énergies fossiles. La moyenne annuelle des emprunts dédiés aux énergies renouvelables s'élevait à 100 millions de dollars.

• Emissions d'obligations et d'actions

Entre les deux moitiés de la période examinée, les services d'émission d'obligations et d'actions dans les énergies renouvelables ont baissé de 63 %. Belfius Banque a uniquement commencé à fournir des services d'émission d'obligations et d'actions dans le domaine des énergies fossiles au cours de la seconde moitié de la période étudiée. Les services d'émissions d'obligations et d'actions rendus par la banque Belfius aux entreprises sélectionnées entre 2004 et 2014 montrent qu'alors que la tendance générale des émissions d'obligations et d'actions dans l'énergie renouvelable a baissé, aucune émission d'obligations ou d'actions ne concernait les énergies fossiles pendant de nombreuses années. La première émission d'obligations et d'actions dans ce secteur date de 2014.

1.1.3 BNP Paribas

À elle seule, la banque française BNP Paribas a environ la même taille que l'ensemble de l'économie française (et plus de 5 fois celle de l'économie belge). La banque belge Fortis a été vendue à BNP Paribas après la crise financière. L'État belge possède actuellement 10,3% des actions de BNP Paribas.

À en croire les déclarations publiques, BNP Paribas prend la durabilité très au sérieux.

En 2009, BNP Paribas a déclaré que « BNP Paribas Asset Management œuvre à la prise en compte de l'enjeu du changement climatique dans les décisions d'investissement. »¹

En 2010, BNP Paribas a créé un Comité directeur sur le changement climatique « afin d'identifier ses risques et opportunités liés au changement climatique et les moyens de soutenir la transition vers une économie faiblement émettrice de carbone. » La même année, la banque a aussi adhéré aux « Climate Principles ». BNP Paribas fournit également les informations relatives à ses émissions de carbone au « Carbon Disclosure Project. »²

En 2013, BNP Paribas a affirmé que « BNP Paribas a fait de la lutte contre le changement climatique l'axe prioritaire de sa responsabilité environnementale. Afin de contribuer à cet enjeu majeur pour les écosystèmes, les communautés et l'ensemble de l'économie mondiale, le Groupe veille à réduire l'empreinte environnementale, directe et indirecte, de son activité. En parallèle de cet engagement, la Fondation BNP Paribas apporte son soutien à la recherche scientifique sur les mécanismes fondamentaux du climat et les impacts de son dérèglement. »³

En 2014, BNP Paribas a déclaré que « [d]ans sa démarche en faveur de l'environnement, BNP Paribas a choisi de contribuer en priorité à la lutte contre le changement climatique. Le Groupe veille donc à limiter l'impact environnemental pouvant découler indirectement de son activité bancaire et directement de son fonctionnement propre. Ainsi, BNP Paribas travaille concrètement au respect de ses 3 engagements : financer la transition énergétique; diminuer son empreinte environnementale (l'objectif de réduire de 10 % les émissions de CO2 par collaborateur en 2015 par rapport à

1 BNP Paribas (juillet 2010), *Rapport de responsabilité sociale et environnementale 2009*, p. 12.

2 BNP Paribas (mai 2011), *Rapport de responsabilité sociale et environnementale 2010*, p. 14-15.

3 BNP Paribas (février 2014), *Rapport de responsabilité sociale et environnementale 2013*, p. 53.

2012 a déjà été presque atteint); soutenir la recherche contre le changement climatique. »⁴

Plus récemment, BNP Paribas a déclaré qu'« [e]n 2015, qui verra se tenir à Paris la Conférence Internationale sur le Climat, BNP Paribas va s'engager encore plus résolument dans le financement de la transition énergétique en actionnant tous les leviers à sa disposition. Et ainsi progresser encore vers [son] cap de banque responsable. »⁵ BNP Paribas est même sponsor du sommet climatique.

Par ailleurs, BNP Paribas est membre de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement et signataire des principes pour l'investissement responsable des Nations Unies.

Entre 2004 et 2014, les financements de BNP Paribas liés aux énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions s'élevaient à 127,5 milliards de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables représentaient 14,8 milliards de dollars.

De 2009 à 2014, période durant laquelle BNP Paribas publiait les belles déclarations reprises ci-dessus, la banque a investi pas moins de 56,7 milliards de dollars dans les énergies fossiles au travers d'emprunts et de l'émission d'actions et d'obligations. Elle a aussi financé les énergies renouvelables mais dans une bien moindre mesure (6,2 milliards de dollars). Soit 28% de moins qu'au cours des cinq années précédentes.

Le total des emprunts et émissions d'actions et d'obligations de BNP Paribas dans les énergies renouvelables a baissé de 28 %, alors que ses emprunts et émissions d'actions et d'obligations dans les énergies fossiles diminuaient de 20 %. La part du renouvelable dans l'ensemble des emprunts et émissions d'actions et d'obligations n'a pas progressé au cours de la seconde moitié de la période examinée. La part des emprunts et émissions d'actions et d'obligations dans les énergies fossiles a quant à elle augmenté de 6 % au cours de la seconde moitié de la période étudiée.

Entre 2004 et 2014, les participations annuelles moyennes de BNP Paribas liées aux énergies fossiles s'élevaient à 5,9 milliards de dollars, les participations annuelles moyennes liées aux énergies renouvelables s'élevaient à 310 millions de dollars. Ces faits contredisent les engagements pris par BNP Paribas en termes de lutte contre le changement climatique et de financement des énergies renouvelables.

• Emprunts

BNP Paribas a diminué de 44 % les emprunts concédés au secteur des énergies renouvelables au cours de la seconde moitié de la période étudiée. Les emprunts accordés dans le domaine des énergies fossiles ont baissé de 42 %. BNP Paribas a investi plus de 2 milliards de dollars dans les énergies renouvelables au travers d'emprunts en 2006. Cependant, ces niveaux sont retombés entre 300 millions et 1 milliard de dollars depuis lors. Après avoir atteint 12 milliards en 2007, les emprunts dans les énergies fossiles ont progressivement diminué pour atteindre le niveau relativement bas d'environ 2,5 milliards de dollars en 2014.

• Emissions d'actions et d'obligations

Les émissions d'actions et d'obligations dans les énergies renouvelables n'ont pas dépassé 1 milliard de dollars mais variaient généralement entre 250 et 400 millions de dollars. Le pic observé au niveau du financement des énergies renouvelables en 2010 n'a pas duré. Pour leur part, les émissions d'actions et d'obligations dans les énergies fossiles excédaient généralement 4 milliards de dollars. Après un déclin en 2010, les émissions d'actions et d'obligations dans les énergies fossiles ont repris à la hausse de façon préoccupante.

• Participations

Dans leur globalité, les participations annuelles moyennes de BNP Paribas liées aux énergies renouvelables dans les

entreprises sélectionnées ont décliné de 25 % au cours de la seconde moitié de la période étudiée. Les participations annuelles moyennes totales dans les énergies fossiles ont pour leur part baissé de 13% et paraissent suivre une tendance constante à la baisse depuis 2010. Il semble cependant que cela soit moins lié à un changement de politique dans le domaine énergétique qu'à la politique générale d'investissement dans des actions. Par rapport au total des investissements annuels moyens au travers de participations, les investissements dans les énergies renouvelables ont progressé de 2 % alors que la part des énergies fossiles a augmenté de 50 %. Les investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables au travers de participations n'ont pas dépassé 400 millions de dollars, alors que les investissements de ce type dans les énergies fossiles ont toujours excédé 2 milliards.

1.1.4 Deutsche Bank

Entre 2004 et 2014, les financements de Deutsche Bank liés aux énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions s'élevaient à 102 milliards de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables représentaient 12,1 milliards de dollars.

Entre 2009 et 2014, la Deutsche Bank a investi 53 milliards de dollars dans les énergies fossiles et 5,1 milliards de dollars dans les énergies renouvelables au travers d'emprunts et de l'émission d'actions et d'obligations.

Le total des emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions de la Deutsche Bank dans le domaine des énergies renouvelables a baissé de 27 % au cours de la deuxième moitié de la période étudiée. Le financement des énergies fossiles a grimpé de 8 %. Alors que la part des emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables diminuait de 1 %, elle augmentait de 13 % dans les énergies fossiles.

Entre 2009 et 2014, les investissements sous la forme de participations représentaient 12,2 milliards de dollars dans les énergies fossiles contre 591 millions de dollars dans les énergies renouvelables.

• Emprunts

La Deutsche Bank a réduit ses emprunts dans les énergies renouvelables de 32 % au cours de la seconde moitié de la période étudiée. Les emprunts dans les énergies fossiles ont aussi diminué de 15 %. Après avoir passé la barre des 3 milliards de dollars en 2005, les emprunts dans les énergies renouvelables n'ont plus excédé 750 millions de dollars depuis lors, fluctuant généralement entre 300 et 400 millions. Les emprunts dans les énergies fossiles ont, quant à eux, atteint leur plus haut niveau en 2007 avec 7 milliards et ont décliné depuis lors, oscillant entre 2 et 4 milliards.

• Emissions d'obligations ou d'actions

Au cours de la seconde moitié de la période d'étude, la Deutsche Bank a réduit de 27 % ses émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables. Pendant la même période, elle a augmenté de 24 % ses émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles. Les émissions d'obligations ou d'actions dans le secteur des énergies renouvelables ont toujours été basses et variaient généralement entre 300 et 400 millions de dollars, avec une légère augmentation en 2014. Pour leur part, les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles dépassaient 4 milliards de dollars avec une tendance à la hausse depuis 2010.

• Participations

Les participations annuelles moyennes de la Deutsche Bank dans les énergies renouvelables ont diminué de 18%

4 BNP Paribas (juin 2015), *Rapport annuel 2014*, p. 8-9.

5 BNP Paribas (juin 2015), *Rapport de responsabilité sociale et environnementale 2014*, p. 4.

pendant la seconde moitié de la période étudiée. Les participations annuelles moyennes dans les énergies fossiles ont diminué de 20%. Les investissements de la Deutsche Bank dans les énergies fossiles ont généralement suivi la tendance des fluctuations de la capitalisation boursière moyenne des entreprises sélectionnées. Les investissements annuels moyens dans les énergies fossiles dépassaient généralement 10 milliards de dollars alors que les investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables ont uniquement dépassé 1 milliard de dollars entre 2007 et 2010. Ils sont ensuite repassés en dessous de 500 millions de dollars.

1.1.5 Groupe ING

En septembre 2009, le groupe ING a souscrit à la déclaration des investisseurs du « Corporate Climate Communiqué », comme Barclays et la Bank of America.⁶ ING est signataire de chaque version du « Corporate Climate Communiqué » depuis 2009 et plus récemment du « Trillion Tonne Communiqué » en 2014.⁷

Entre 2004 et 2014, les financements d'ING liés aux énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions s'élevaient à 35,8 milliards de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables représentaient 4,9 milliards de dollars.

Entre 2009 et 2014, ING a financé les énergies fossiles pour un montant de 22,4 milliards de dollars et les énergies renouvelables à raison de 2,6 milliards de dollars au travers d'emprunts et de l'émission d'actions et d'obligations. Concernant les investissements au travers de participations entre 2004 et 2014, 73 millions de dollars ont été investis par ING dans les énergies fossiles alors qu'aucun investissement de ce type ne concernait les énergies renouvelables.

Le groupe ING a augmenté ses emprunts et ses émissions d'obligations ou d'actions liées aux énergies renouvelables de 12% entre la première et la seconde moitié de la période étudiée. Cette faible hausse contraste fortement avec l'augmentation de 67% au niveau des emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles. La part de ses emprunts et de ses émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables a baissé de 3% alors que ses emprunts et ses émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles ont augmenté de 4%.

• Emprunts

Les emprunts d'ING dans les énergies fossiles ont augmenté de 53% entre la première et la seconde moitié de la période examinée. Les emprunts dans l'énergie renouvelable ont quant à eux baissé de 1%. Les emprunts dans les énergies fossiles ont légèrement baissé pendant la récession économique mondiale mais ont ensuite rapidement repris à la hausse. Les emprunts dans les énergies renouvelables ont augmenté avant la crise économique mais décliné au plus fort de la crise. Ils ont peu évolué entre 2009 et 2014 mais ont suivi une tendance à la hausse progressive entre 2012 et 2014.

• Emissions d'obligations ou d'actions

Pendant la seconde moitié de la période d'étude, les services d'émissions d'obligations ou d'actions d'ING dans les énergies renouvelables ont augmenté de 126%. Cet exploit est quelque peu nuancé par le fait que les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles ont pour leur part augmenté de 104% et que l'accroissement général des emprunts et émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables représente seulement 12%. Tout au long de la période examinée, les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables sont restées minimales et n'ont jamais dépassé 250 millions de dollars. Les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles ont atteint leur niveau le plus élevé en 2009, déclinant peu à peu depuis lors sans jamais descendre sous la barre des 500 millions de dollars.

Le groupe ING réduit-il finalement son soutien aux énergies fossiles suite à sa signature de toutes les éditions du « Corporate Climate Communiqué » depuis 2009 et, plus récemment, du « Trillion Tonne Communiqué » en 2014? Si oui,

⁶ Communiqué de Copenhague (2009), liste des signataires, en ligne en anglais : <http://www.climatecommuniques.com/About/Copenhagen.aspx>, consulté en août 2015.

⁷ Groupe ING, « Cap carbon at 1 trillion tonnes », en ligne en anglais : <http://www.ing.com/ING-in-Society/Sustainability/Sustainability-news/Snws-1/Cap-carbon-at-1-trillion-tonnes.htm>, consulté en septembre 2015.

pourquoi n'intensifie-t-il pas davantage ses efforts pour soutenir davantage les énergies renouvelables?

• Participations

Le groupe ING a ramené ses intérêts au sein du groupe NN sous la barre des 50% en mai 2015. Entre 2004 et 2014, les participations du groupe ING dans les entreprises sélectionnées ont ainsi fortement diminué puisque le groupe NN n'est désormais plus considéré comme une filiale du groupe ING.

1.1.6 Groupe KBC

Entre 2004 et 2014, les financements de KBC liés aux énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'obligations ou d'actions s'élevaient à 2,4 milliards de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables représentaient 929 millions de dollars.

Entre 2009 et 2014, KBC a financé les énergies fossiles au travers d'emprunts et d'émissions d'actions et d'obligations à hauteur d'1 milliard de dollars et les énergies renouvelables pour un montant de 477 millions de dollars. L'évolution des emprunts et des émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables et fossiles entre 2004 et 2014 montre que le groupe KBC a augmenté de 5% la part des énergies renouvelables parmi ses emprunts et émissions d'obligations ou d'actions au cours de la deuxième moitié de la période étudiée. Dans le même temps, il a réduit de 25% ses emprunts et émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles. La part de l'ensemble des emprunts et émissions d'obligations ou d'actions liée aux énergies renouvelables a progressé de 1% et celle liée aux énergies fossiles a baissé de 16%. Ces chiffres sont le signe d'un engagement fort pour soutenir les énergies renouvelables et diminuer l'appui aux énergies fossiles.

Entre 2009 et 2014, l'investissement annuel moyen sous la forme de participations représentaient 1 milliard de dollars dans les énergies fossiles contre 54 millions de dollars dans les énergies renouvelables.

• Emprunts

Le groupe KBC a accordé 42% d'emprunts en moins au secteur des énergies renouvelables pendant la seconde moitié de la période examinée. Les emprunts dans les énergies fossiles ont quant à eux baissé de 39%. Les emprunts octroyés par le groupe KBC aux entreprises sélectionnées dans les énergies fossiles ont dépassé 250 millions pendant six ans. Les emprunts dans les énergies renouvelables n'ont généralement pas excédé 100 millions de dollars. Pendant la crise économique, les emprunts dans les énergies fossiles ont fortement baissé alors qu'ils augmentaient dans le secteur des énergies renouvelables. Les emprunts dans le domaine des énergies renouvelables restent bas et en déclin depuis 2011.

• Emissions d'obligations ou d'actions

Les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables ont progressé de 191% au cours de la seconde moitié de la période examinée. Les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles ont quant à elles augmenté de 256%. Les émissions d'obligations ou d'actions du groupe KBC dans les entreprises sélectionnées entre 2004 et 2014 montrent que les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies renouvelables atteignaient environ 230 millions de dollars en 2014. Les émissions d'obligations ou d'actions dans les énergies fossiles ont grimpé pendant la crise économique, suivant ainsi la tendance mondiale générale et ont baissé depuis lors.

• Participations

Les investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables ont chuté de 14% pendant la seconde moitié de la période étudiée. Au cours de la même période, les investissements accordés aux entreprises sélectionnées dans le secteur des énergies fossiles ont grimpé de 33%. Ces investissements excédaient généralement 800 millions de dollars depuis 2007. Pour leur part, les investissements dans les énergies renouvelables ont à peine dépassé la barre des 100 millions de dollars, oscillant généralement entre 30 et 70 millions de dollars.

1.1.7 Banque Triodos

La banque Triodos est un pionnier dans les activités bancaires durables, éthiques et transparentes. Elle a été élue au titre de

banque la plus durable au monde par le Financial Times en 2009. Triodos déclare : « Pour passer d'une économie basée sur le carbone à une économie durable, il est essentiel de réduire la demande énergétique, d'améliorer l'efficacité énergétique et d'investir massivement dans les énergies renouvelables, tout en migrant vers des combustibles faibles en carbone. »⁸

Triodos Investment Management a signé la déclaration de 2009 « Investor Statement on the Urgent Need for a Global Agreement on Climate Change » (déclaration des investisseurs sur l'urgence d'un accord mondial sur le changement climatique) de la coalition « Global Investor Coalition on Climate Change. »⁹

Entre 2004 et 2014, Triodos n'a pas financé les énergies fossiles au travers d'emprunts, de l'émission d'actions et d'obligations ou de la gestion des actifs. Ses emprunts et émissions d'actions et d'obligations dans les énergies renouvelables s'élevaient à 138 millions de dollars pendant la même période et 100 millions de dollars entre 2009 et 2014.

Entre les deux moitiés de la période étudiée, la banque Triodos a augmenté de 166% ses emprunts et émissions d'actions et d'obligations liés au secteur des énergies renouvelables. Elle n'a accordé aucun emprunt ou émission d'actions et d'obligations aux énergies fossiles. La totalité des emprunts et des émissions d'actions et d'obligations de Triodos dans les entreprises sélectionnées relèvent des énergies durables.

Au travers de la gestion d'actifs, Triodos a investi sur cette période 18 millions de dollars dans les énergies renouvelables.

• Emprunts

La banque Triodos a octroyé 499% d'emprunts en plus aux énergies renouvelables au cours de la seconde moitié de l'étude. Il s'agit principalement d'emprunts concédés en 2014.

• Emission d'actions et d'obligations

Entre la première et la deuxième moitié de la période étudiée, la banque Triodos a augmenté de 74% ses émissions d'actions et d'obligations dans les énergies renouvelables. Cette hausse repose principalement sur les émissions d'actions et d'obligations octroyées au cours du deuxième semestre de 2009 et en 2012.

• Participations

De nombreux fonds de Triodos sont gérés par une partie tierce (Delta Lloyd Asset Management). La recherche sur les participations de Triodos a donc été effectuée au niveau du fonds plutôt qu'au niveau de l'entreprise. Les données relatives aux fonds étaient moins complètes. Elles reprenaient uniquement des informations sur les investissements dans les entreprises sélectionnées à partir de 2011, montrant que Triodos a exclusivement investi dans les entreprises sélectionnées au niveau des énergies renouvelables. Les investissements dans les énergies renouvelables représentent 96% des investissements de Triodos dans toutes les entreprises sélectionnées. Les autres sources d'énergie n'étant pas comprises dans la définition des énergies renouvelables s'appliquant à cette étude représentent les 4 % restant.

1.1.8 Van Lanschot Bankiers

Van Lanschot Bankiers a été fondée en 1737 et est la plus ancienne banque indépendante des Pays-Bas. Elle se concentre principalement sur la gestion du patrimoine mais a lancé un compte d'épargne en ligne fin 2013 en Belgique sous le nom d'Evi. En mars 2014, Van Lanschot a déclaré qu'elle attend des entreprises qu'elles réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre: « En outre, Van Lanschot attend des clients qui bénéficient de ses emprunts qu'ils consomment le moins d'eau possible, préviennent la pollution de l'eau et réduisent l'émission des particules néfastes ainsi que des gaz à effet de

8 Banque Triodos, « 03 Energie & Climat », en ligne : <https://www.triodos.be/fr/la-banque-triodos/ce-que-nous-faisons/notre-expertise/energie-et-climat/>, consulté en septembre 2015.

9 Global Investor Coalition on Climate Change (2009), *2009 Investor Statement on the Urgent Need for a Global Agreement*, en ligne en anglais : <http://1gkvgy43ybi53fro4g4elpcdhfr.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2012/11/2009-Investmor-Statement-on-a-Global-Agreement-FINAL.pdf>, consulté en août 2015, p. 11.

serre (tant en termes absolus que relatifs). »¹⁰

En octobre 2014, Van Lanschot et sa filiale Kempen ont signé la Déclaration des investisseurs sur le changement climatique du Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique. « Cette déclaration est une initiative des UNPRI soulignant que les institutions financières de Kempen et Van Lanschot souhaitent apporter une contribution positive à l'atténuation du changement climatique. »¹¹

Nous n'avons retrouvé aucun investissement par le biais d'emprunts ou d'émissions d'actions ou d'obligations de Van Lanschot dans les entreprises examinées.

Entre 2009 et 2014, les investissements sous la forme de participations représentaient 99 millions de dollars dans les énergies fossiles contre 3 millions de dollars dans les énergies renouvelables.

Chez Van Lanschot, les investissements au travers de participations dans le secteur des énergies renouvelables ont fortement baissé au cours des 5 dernières années alors que les investissements de ce type dans les énergies fossiles ont énormément augmenté.

Van Lanschot a réduit de 91% ses investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables au cours de la seconde moitié de la période d'étude. Pendant la première moitié, les investissements dans l'énergie renouvelable s'élevaient en moyenne à 4 millions de dollars par an. Ils ont ensuite chuté à moins de 0,5 million de dollars pendant la seconde moitié.

Les participations dans les entreprises sélectionnées dans le secteur des énergies fossiles ont pour leur part grimpé de 446%. Les participations annuelles moyennes sont ainsi passées d'environ 27 à 149 millions de dollars. La part des investissements moyens concédés aux entreprises sélectionnées dans les énergies renouvelables a baissé de 11%. La part des investissements annuels moyens attribuée aux énergies fossiles a grimpé de 18%. Les participations de Van Lanschot entre 2004 et 2014 illustrent ces évolutions plus en détails.

Ces résultats sont très décevants. Espérons que les engagements pris par Van Lanschot et sa filiale Kempen en 2014 auront un effet marqué sur leurs investissements dans les énergies fossiles et renouvelables à l'avenir.

1.1.9 VDK Spaarbank

VDK Spaarbank est une banque plus petite surtout active en Flandre, en expansion dans le Brabant Flamand et à Anvers. Lors de sa fondation en 1926, la banque se concentrait principalement sur la classe ouvrière qui n'était alors pas la bienvenue dans les banques commerciales. Actuellement encore, la VDK affirme avoir à cœur de respecter son engagement social et sociétal.

Nous n'avons pas retrouvé d'emprunts ou d'émissions d'actions ou d'obligations liés aux entreprises examinées. Concernant ses participations, elles sont sensiblement plus élevées dans les énergies fossiles que dans les énergies renouvelables.

VDK Spaarbank n'a pas directement géré d'investissements dans les entreprises sélectionnées. Un fonds mutuel, Accent Pension Fund, appartient à la VDK Spaarbank et est géré par une partie tierce. Ce fonds a augmenté ses investissements annuels moyens dans les énergies renouvelables de 1,126 %, soit une hausse absolue de 20.000 dollars. Ses investissements annuels moyens dans les énergies fossiles ont augmenté de 10%, passant de 1,1 à 1,2 million de dollars.

10 Van Lanschot (mars 2014), *Details van het verantwoord kredietbeleid*, en ligne en néerlandais : <https://corporate.vanlanschot.nl/media/1395/van-lanschot-vo-kredietbeleid-7-maart-2014.pdf>, consulté en août 2015, p. 5.

11 Van Lanschot (30 octobre 2014), "Van Lanschot oogst waardering voor haar klimaatbeleid", en ligne en néerlandais : <https://corporate.vanlanschot.nl/nieuws/nieuwsberichten/van-lanschot-oogst-waardering-voor-haar-klimaatbeleid>, consulté en août 2015.



FAIRFIN meer dan geld  **profundo** RESEARCH & ADVICE  **FairFinanceGulder** Financiële dienst  **Scan des banques** **BANKTRACK**  **SWEDEN**

Bruxelles, novembre 2015
www.scandesbanques.be